

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19340 - 75ÈME ANNÉE

GBH achète Vindemia

219 millions de valorisation et 0 euro pour les travailleurs

L'achat de Vindemia par Groupe Bernard Hayot est une transaction d'un montant supérieur à 200 millions d'euros. Elle correspond à une valorisation de la filiale du groupe Casino à La Réunion, Maurice, Madagascar et Mayotte. Cette valorisation est le résultat du travail de milliers de salariés qui ne tirent aucun profit de cette opération.

La prise de contrôle de Vindemia par Groupe Bernard Hayot rappelle que la distribution à La Réunion n'est pas un petit marché eu égard aux sommes en jeu. Si l'Autorité de la concurrence valide l'opération impliquant GBH, Casino et Société Adrien Bellier, alors plus de 200 millions d'euros seront engagés pour que l'exploitant de la marque Carrefour étendent cette enseigne à La Réunion, s'implante de nouveau à Maurice et devienne un acteur de la grande distribution à Madagascar et à Mayotte.

Le point de départ est la volonté de GBH de s'étendre dans l'océan Indien, ainsi que les difficultés financières de Casino amené à vendre des actifs pour alléger sa dette. C'est ainsi que pour la vente à GBH, la filiale Vindemia a été valorisée à hauteur de 219 millions d'euros.

Il est clair que dans cette somme, le foncier et les bâtiments ne représentent qu'une part infime. L'essentiel de la valorisation réside dans le travail des salariés qui permettent à leur société de dégager suffisamment de profit pour qu'elle soit estimée à plus de 200 millions d'euros.

Une fois la transaction finalisée, Casino recevra cette somme. Il sera dans l'immédiat le seul bénéficiaire. Dans cette affaire, les travailleurs qui ont permis à Vindemia de valoir plus de 200 millions d'euros ne toucheront pas un centime. Et comme dans toute restructuration d'un marché, se pose la question du maintien de l'emploi. Cela signifie que ce sont les travailleurs qui sont les plus exposés aux effets de ces mouvements financiers.

Ceci rappelle que dans le système capitaliste, les richesses créent par le travail vont essentiellement à ceux qui ne prennent part aucunement à la création de valeur. C'est en achetant d'autres sociétés que GBH s'est implanté à La Réunion et étend sa toile dans l'océan Indien. À chaque fois, les travailleurs ne sont pas récompensés pour leur contribution à la valorisation de leur entreprise.

répartition de l'aide compensatoire à la suppression du quota sucrier réunionnais. L'usiner voulait garder pour lui seul les 28 millions d'euros, au motif qu'il jugeait que seul l'industriel pouvait en bénéficier car c'est lui qui produit le sucre. Or ce sucre est le résultat de la transformation de la canne livrée par plus de 2000 planteurs à La Réunion. Sans eux, il n'y aurait pas de sucre, d'où leur revendication : l'usiner doit partager. Il a fallu plusieurs semaines pour puisse apparaître dans le prix de la canne payé aux planteurs une partie de cette aide. Mais il s'avère que la totalité est versée à l'industriel qui est chargé ensuite de faire la répartition.

Là aussi se pose la question de la valorisation, car à chaque changement d'actionnaire des usines sucrières, les planteurs et les ouvriers de l'usine ne tirent aucun bénéfice de la transaction. Ce sont pourtant eux qui créent la richesse.

M.M.

Sans les travailleurs, pas de richesse

Autre exemple

Cette affaire n'est pas sans rappeler le conflit qui avait opposé Te-reos aux planteurs au sujet de la

Inégalités salariales

À peine 10 pour cent des travailleurs perçoivent près de la moitié des rémunérations mondiales

Une étude de l'OIT livre les premières estimations de la distribution du revenu du travail et montre que les inégalités salariales demeurent un phénomène répandu dans le monde du travail. Ces constats se fondent sur une nouvelle base de données qui intègre des données nationales, régionales et mondiales.

Dix pour cent des travailleurs perçoivent 48,9 pour cent du total des rémunérations mondiales, tandis que les 50 pour cent de travailleurs les moins bien rémunérés n'en touchent que 6,4 pour cent, révèle une nouvelle série de données de l'OIT.

Qui plus est, les 20 pour cent de travailleurs qui ont les plus faibles revenus – environ 650 millions de travailleurs – gagnent moins d'un pour cent des revenus du travail à l'échelle mondiale, un chiffre quasiment inchangé en 13 ans.

Ces nouvelles données montrent que les inégalités globales des revenus du travail à l'échelle mondiale ont reculé depuis 2004. Cependant, ce n'est pas dû à une réduction des inégalités au sein des pays – au niveau national, les inégalités salariales continuent même d'augmenter. Ce recul s'explique plutôt par la prospérité grandissante dans les vastes économies émergentes, à savoir la Chine et l'Inde. De manière générale, on constate que les inégalités de revenu demeurent généralisées dans le monde du travail.

Le Labour Income Share and Distribution dataset (Fichier de données relatives à la part du re-

venu allouée au travail et sa répartition), élaboré par le Département de statistique de l'OIT, contient des données en provenance de 189 pays, extraites de la plus vaste collection de données harmonisées issues d'enquêtes sur la main-d'œuvre. Elle propose deux nouveaux indicateurs pour évaluer les grandes tendances à l'œuvre dans le monde du travail, aux niveaux national, régional et mondial. Le premier indicateur fournit, pour la première fois, des chiffres comparables à l'échelle internationale de la part du PIB qui revient aux travailleurs – plutôt qu'au capital – par l'intermédiaire des salaires et des gains. Le second s'intéresse à la manière dont les revenus du travail sont distribués.

Le rapport constate qu'à l'échelle mondiale la part du revenu national allouée aux travailleurs diminue, passant de 53,7 pour cent en 2004 à 51,4 pour cent en 2017.

Si l'on s'intéresse à la distribution du salaire moyen dans les pays, on constate que la part allant à la classe moyenne (les 60 pour cent des travailleurs du milieu de la distribution) a reculé entre 2004 et 2017, passant de 44,8 pour cent à 43 pour cent. Dans le même temps, la part gagnée par les 20 pour cent des personnes les mieux rémunérées a augmenté, passant de 51,3 pour cent à 53,5 pour cent. Les pays dans lesquels ces hauts salaires ont vu leur part dans les salaires nationaux augmenter d'au moins un point de pourcentage sont l'Allemagne, l'Indonésie, l'Italie, la Pakistan, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

«Les données montrent qu'en

termes relatifs les augmentations des plus hauts revenus du travail s'accompagnent de pertes pour tous les autres, les travailleurs de la classe moyenne et ceux qui touchent les plus bas salaires voyant leur part de revenu reculer», déclare Steven Kapsos, chef de l'Unité de la production et de l'analyse des données de l'OIT. «Toutefois, quand la part des revenus du travail des travailleurs à revenu faible ou moyen augmente, les gains ont tendance à être largement répartis, au bénéfice de tous les travailleurs, à l'exception des hauts salaires.»

Les pays pauvres ont tendance à afficher des niveaux d'inégalité de rémunération beaucoup plus élevés, ce qui exacerbe les difficultés des populations vulnérables. En Afrique subsaharienne, les 50 pour cent de travailleurs du bas de l'échelle gagnent seulement 3,3 pour cent des revenus du travail, alors que dans l'Union européenne le même groupe reçoit 22,9 pour cent du revenu total versé aux travailleurs.

Le charbon, l'ennemi n°1 du climat

Si l'on veut limiter le désastre climatique, il nous faut éliminer le charbon de notre économie : c'est le premier émetteur mondial de CO₂ (34 % des émissions), et il est néfaste pour notre santé.

Le charbon est la deuxième énergie primaire la plus utilisée dans le monde, après le pétrole. On consomme plus de charbon, à kWh d'électricité égale, que de gaz, d'énergie nucléaire et d'énergies renouvelables (EnR) réunies. En Inde et surtout en Chine, c'est la première énergie utilisée. Et cette énergie ne concerne pas les pays les plus pauvres exclusivement : les USA en sont l'un des producteurs principaux, et c'est la première source d'électricité en Allemagne.

Depuis 2000, la production et la consommation de charbon n'arrêtent pas de croître. En cause, et en premier, la Chine. Mais on ne le montre pas : c'est laid. On préfère les élégantes éoliennes ou les splendides champs de panneaux solaires. Oui, c'est une énergie sale, qui, pour une même quantité, produit 20 % de gaz à effet de serre (GES) de plus que le pétrole, deux fois plus que le gaz, ou encore 50 à 100 fois plus que les EnR ou l'énergie nucléaire.

Le charbon est de plus une arme de destruction massive : 23000 morts/an en plus rien qu'en Europe, des centaines de milliers de morts surnuméraires dans le Monde, du fait des fumées et des particules fines, sur les maladies cardio-vasculaires ou les maladies respiratoires, sans compter les souffrances des mineurs.

Il n'y a donc pas pire pour la santé humaine et pour le climat. Et pourtant, on continue de l'utiliser : dans la sidérurgie, mais surtout pour la production électrique (2/3 de la production). Or, remplacer une centrale thermique par une autre centrale moins polluante, on sait faire. Si le kérosène est pour la propulsion aérienne, les centrales thermiques à charbon peuvent être remplacées : par les barrages hydro-électriques, les centrales nucléaires, les éoliennes et l'énergie solaire, ou plutôt un mix de tout cela, comme le font les Suédois, les Suisses, ou les Français. Et c'est faisable en une trentaine d'années. Encore faut-il le vouloir.

Les plus gros consommateurs sont la Chine, 50 % de la consommation mondiale, l'Inde, 11 %, les USA, 9 %. Dans l'Union Européenne, les plus gros consommateurs sont l'Allemagne (37 % de leur production électrique) et la Pologne. De petits pays consommateurs comme le Danemark, les Pays-Bas, ou l'Europe de l'Est, devraient dans un terme assez court, se passer de charbon. Pourquoi le consommer ? En fait il est très peu cher, facile à transporter, et les principaux consommateurs sont aussi les principaux producteurs : 85 % du charbon est consommé dans le pays producteur. On conçoit mieux que des pays comme les USA ou l'Allemagne se sentent peu concernés par une éventuelle transition énergétique.

La France est également très concernée par ce qu'on nomme les émissions de CO₂ importées. 40 %

de nos émissions de CO₂ sont importées, l'équivalent de ce que tous nos véhicules à moteur thermique émettent chaque année (camions + voitures). Y aurait-il donc une responsabilité du consommateur pour éviter le « made in charbon » ? Certes, mais le vrai niveau d'action est politique à l'échelle européenne : mettre la pression sur l'Allemagne, élaborer un plan de sortie du charbon pour les pays d'Europe de l'Est.

La COP21 définissait de laisser 80 % des énergies fossiles en terre si l'on ne voulait pas dépasser +1.5 °C de réchauffement climatique. On sait que les utilisations sont peu nombreuses, la source de l'électricité peut être changée. A contrario, c'est la seule énergie fossile qui a un avenir, car on dispose d'au moins 300 ans de réserve. Ce qui n'est pas le cas du pétrole ou du gaz. Est-on prêt, dès lors, à bloquer la production de charbon, avec les moyens financiers et la volonté politique ?

Bruno Bourgeon,
porte-parole d'AID
D'après la Chaîne Youtube
« Osons Causer »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Alor la sékirité alimantèr ? In rèv évéyé ! Non in réalité pou trapé pars a nout porté

Yèr nou la anparl bann plan lo parti la fé pou dévlop La Rényon. Zordi mi vé oir avèk zot dè poin néna dann program nout parti é pou moin sé bann poin inportani : inn sé la sékirité alimantèr, l'ot sé l'otonomi énézétik : sa dè projé nout parti la mète o poin dopi lontan é kan la gingné, la komans fé l'aplikasyon.

Donk promyé poin sé la sékirité alimantèr.

In pé i di sa sé in n'afèr La Rényon la pa bézoin pars késtyonn manzé li pé gingn ashté sa avèk d'ot péi : lo blé sé avèk La Frans épi l'érop. Dori avèk tout péi demoun i plant de ri. La vyann i trouv isi épi déor an mèm tan. Fruï avèk légime nénai isi an kantité épi déor si i gingn sa. Sékirité alimantèr ? Sanm pou moin sa i vé pa dir lo péi i produi tout sak i fo pou lo moun manzé mé li produi lo pli prinsipal. Sékirité alimantèr ? Sa i vé dir galman in léshanj gagnan-gagnan rant nout péi é lé zot sak lé pa tro loinn nou. Dann mon idé, é an suivan lidé mon parti, la sékirité alimantèr si ni konpran sa konm moin la mark an-o la ni pé an avoir sa isi shé nou.

Par koman ? Pars néna asé la bone tèr an frish shé nou - néna kant mèm sète mil éktar la bone tèr an frish isi ! é sa la pa in pti pé la tèr - ésa lé bon pou assur nout sékirité alimantèr é mèm si i fo donn kou d'min nout bann voisin si siklone i ravaz z'ot bitasyon. Si ni vé : viveman la sékirité alimantèr an solidarité avèk bann péi loséan indien nout lantouraj.

Dé romark kant mèm :

Inn i fo pa ni kont dsi baton tonton pou travèrs la rivyèr é fransh vérité ni doi pa alé mète anou dann in nouvo dépendans par raport lé zot. In pé i di : « Lèss Madégaskar va nourri anou pars laba néna térin, laba i pé fèr tout é ni pé pèye avèk nout larzan. ». Moin pèsonèl mi trouv sa la pa réalitè ditou. Mi pans konm moin la marlk an-ola lé bon, é bien bon pou nou épi pou lé zot, mé la dépendans la pa in bon n'afèr ditou. Nou néna léspèryans la dépendans kolonyal épi néokolonyal é i fo pa ni obliy bann léson listoir la déza donn anou.

Dézyèm romark Antansyon si in moun i di amoin i fo dévast karo kann pou assur lo manzé, moin mi di non : la pa bézoin dévast nout kann pou sa. An in tèrkaler i plant pa légime, i plant pa séréal, i plant pa zépis ? Dann bann zardin d'vil i plant pa lo frui avèk légime, i élèv pa bann ti zaimo ? L'agro forèstéri, i fo pa zété non pli pars ou i pé an avoir la foré épi produi lo frui, légime séréal é tout sak i s'ansui-salé buien vré sa ! Alor, avèk bann téknik konmsa ni gingn agrandi bonpé nout léspas agrikol é sa lé bon pou nou . Alon pa non pli obliy bann téknik konmla pèrmakultur épi lo lakouaponi, alon pa obliy lo plantasyon avèk lo strees s idrik san lo anplis ké a natir i done anou. Alor, la dékirité alimantèr, in rèv ? Non, in réalité pou trapé.

Justin